

Actualités fiscales 2019

***Conférence présentée à Mallette,
Société de comptables professionnels agréés***

Le 2 octobre 2019

Me Maxime Beauregard

Me Jean-François Poulin

Me Laurent Tessier

Ravinsky Ryan Lemoine, s.e.n.c.r.l.

1010, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 2100

Montréal (Québec) H3B 2N2

Téléphone : (514) 866-3514

mbeauregard@ravinskyryan.com

jfpoulin@ravinskyryan.com

ltessier@ravinskyryan.com

Table des matières

- 1. Lutte à l'évasion fiscale**
- 2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)**
- 3. Vérification de conformité internationale**
- 4. Vérification fiscale et demande de renseignements**
- 5. Programme de divulgation volontaire**

1. Lutte à l'évasion fiscale

Retour sur présentation « Actualités fiscales 2018 »

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Préambule

- Ted Gallivan, Toronto Star, 20 mars 2017

“This is a more aggressive CRA”

“There are some actors who need that threat of a jail term to stop, or they actually physically have to be locked up in jail...”

[8]

1. Lutte à l'évasion fiscale

1. Lutte à l'évasion fiscale

L'évasion fiscale. Lourde de conséquences.



1. Lutte à l'évasion fiscale

Lutte à l'évasion fiscale ciblée « des changements ont été apportés pour accroître la capacité de l'ARC à cibler les cas les plus graves d'évasion et de fraude fiscales et à mener des enquêtes sur ceux-ci »

Conséquences :



Condamnation



Peines d'emprisonnement



Valeur des amendes

1. Lutte à l'évasion fiscale

Dossiers en cours de l'ARC comprenant un volet à l'étranger:

Budget 2018: 40 enquêtes criminelles

Budget 2019: 50 enquêtes criminelles

1. Lutte à l'évasion fiscale

Lutte à l'évasion fiscale par l'ARC en chiffres

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Condamnations pour évasion fiscale	95	50	37	27
Montant d'impôt fédéral éludé	12,5 M \$	16,4 M \$	32,7 M \$	45,4 M \$
Contribuables et emprisonnement	34	22	24	14
Durée moyenne d'emprisonnement	20,3	24,3	25,3	34,9
Amendes imposées par les tribunaux	9,7 M \$	4,1 M \$	10 M \$	3,1 M \$

1. Lutte à l'évasion fiscale

Lutte à l'évasion fiscale par RQ en chiffres

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Condamnation pour évasion fiscale	120	57	64	311
Amendes confirmées	49,7 M \$	4,1 M \$	4,7 M \$	61,6 M \$
Contribuables et emprisonnement	18	21	19	61

Rapports annuels de gestion 2016-2017 et 2017-2018 de Revenu Québec

1. Lutte à l'évasion fiscale

Évasion fiscale et l'arrêt Jordan en chiffres

Les retards s'accumulent chez Revenu Québec (Véronique Prince, TVQ Nouvelles, 26 janvier 2017)

Des documents obtenus par TVA Nouvelles révèlent que près du deux tiers des poursuites de fraude fiscale sont dorénavant considérées hors délais, c'est-à-dire que les procédures devant le tribunal excèdent les dix-huit mois. Cela représente un total de 400 poursuites pour fraude fiscale à travers le Québec.

Revenu Québec: l'arrêt Jordan pourrait coûter cher à l'État (André Dubuc, La Presse, 7 mars 2019)

L'arrêt Jordan continue d'avoir de sérieuses répercussions chez Revenu Québec. Ce sont 400 contribuables poursuivis par le fisc pour ne pas avoir payé leur dû qui ont déposé des requêtes en arrêt des procédures sur la base de l'arrêt Jordan.

Du lot, 84 ont eu gain de cause, tandis que 211 n'ont pas encore connu le processus judiciaire. Dans 100 dossiers, la requête a été rejetée par le tribunal. (...) Revenu Québec a notamment ajouté 13 personnes, soit 7 pour les activités de poursuites pénales et 6 pour les activités d'enquête (...)

1. Lutte à l'évasion fiscale

L'affaire ARQ c. Construction Frank Catania et associés

Revenu Québec varloqué par une juge pour son laxisme (Jean-François Cloutier, Le Journal de Montréal, 2 août 2019)

Revenu Québec s'est fait passer tout un savon par une juge qui a retiré près de 1000 chefs d'accusation de fraude fiscale contre un ex-entrepreneur en construction et les administrateurs de la compagnie.

La juge Magali Lepage de la Cour du Québec n'y est pas allée de main morte jeudi pour critiquer le travail des procureurs de Revenu Québec dans un dossier majeur de fraude fiscale présumée qui aurait impliqué de la fausse facturation.

« Climat de désorganisation certaine qui frôle dangereusement l'irrévérence », « incohérences et contradictions », « position [...] contraire à un comportement qui témoigne d'un plan bien arrêté », « stratégie à l'objectif au minimum nébuleux », « manque de vision de la poursuite », « choix non compatibles » avec les orientations de la Cour Suprême depuis 2016.

1. Lutte à l'évasion fiscale

L'affaire *ARQ c. Construction Frank Catania et associés*

- Faits:
 - Accusations portées le 21 juin 2013 et fin anticipée du procès le 8 mai 2020, soit presque 7 ans!
 - Période en cause: 2005 à 2009
 - Plus de 9 M de fausses factures alléguées

1. Lutte à l'évasion fiscale

L'affaire *ARQ c. Construction Frank Catania et associés*

- Citations :

- Manque de collaboration

[193] La preuve démontre la difficulté chronique à obtenir des informations relativement simples, comme l'épisode épique du tableau à trois colonnes permettant de valider les consultations dans les dossiers de vérifications.

- Aucun plan concret

[277] Lorsque le Tribunal évalue l'affaire de façon globale, il reste que la portion des délais qui suit Jordan est majeure et dépasse à elle seule le plafond. (...) En plus de n'avoir rien fait pour accélérer le processus, les intimés ont provoqué la remise du procès eux-mêmes en choisissant une stratégie à l'objectif à tout le moins nébuleux.

(...)

*[279] En prenant un pas de recul et en analysant l'affaire dans son ensemble, le Tribunal conclut que **les intimés n'ont jamais pris le virage enseigné et imposé dans Jordan.***

1. Lutte à l'évasion fiscale

L'affaire *ARQ c. Construction Frank Catania et associés*

- RQ a porté la cause en appel sur 23 points le 27 août 2019

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Conséquences : Nouvelles mesures

Prête-nom	Trompe l'oeil
<p>A. Nouvelles pénalités</p> <p>1. Défaut de divulguer entente de prête-nom dans les délais -1 000\$ + 100 \$ par jour (max 5 000 \$) Parties à l'entente solidairement responsable de la pénalité</p>	<p>A. Nouvelles pénalités</p> <p>1. Parties à l'entente Pénalité plus élevée de : a) 25 000 \$ b) 50 % X (L'impôt qui avait dû être payé – impôt payé) Pour imposer pénalité RQ supporte le fardeau de preuve</p> <p>2. Conseiller au promoteur a) 100 % des honoraires du conseiller ou du promoteur en trompe l'œil</p>

Conséquences : Nouvelles mesures

Prête-nom

B. Prescription

Suspension délai de prescription (fin de la suspension si divulgation tardive)

Trompe l'oeil

B. Prescription

1. Ajout d'un délai de 3 ans aux délais normaux de prescription
2. Suspension du délai de prescription si contribuable visé par une demande de péremptoire concernant des personnes non désignés et cotisation vise trompe l'oeil

Conséquences : Nouvelles mesures

Prête-nom	Trompe l'œil
C. Autorisation AMP N/A	<p>C. Autorisation AMP</p> <p>Personnes visées : Parties à l'entente Consulter et promoteur</p> <p>Conditions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cotisation finale (vs opposition) - Déclaration trompe l'œil appliquée <p>2. Interdiction de contracter avec l'état (pouvoir discrétionnaire) Pénalité pourra être considéré même si pas cotisation finale</p>

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Concepts juridiques: prête-nom vs trompe-l'œil

- Aucune définition L.I et C.C.Q pour concept de prête-nom et trompe l'œil
 - Trompe l'œil : concept provenant de la Common Law (« Sham »)
- Recours en droit privé pour interprétation
- Simulation 1451 C.C.Q
 - Mandat 2130 C.C.Q

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Concepts juridiques: prête-nom vs trompe-l'œil

- **Conditions simulation 1451 C.c.Q.**
 - **Élément international** : parties à un contrat dissimulent leur véritable entente dans acte caché (volonté de tromper les tiers)
 - **Élément matériel** : Existence deux acte distinct – acte apparent et contre-lettre
- **Aucun formalisme: Contre-lettre peut-être verbale et même tacite**
- **Tiers 1452 C.C.Q** : Tiers de bonne foi peut se prévaloir du contrat apparent ou de la contre-lettre

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Simulation et conséquences fiscales

- **Fisc cotiseur**

- Cotise en fonction de la situation juridique réelle (présenté dans contre-lettre)
 - Fisc n'est pas un tiers, lorsqu'il cotise 1452 C.c.Q. il ne peut invoquer acte apparent
 - Existe-t-il exception si trompe-l'œil ?

- **Fisc percepteur**

- Tiers au sens de 1452 C.c.Q.
 - A le choix entre contrat apparent ou contre-lettre

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Concepts juridiques: prête-nom vs trompe l'œil

- Contrat de mandat 2130 C.c.Q.
 - Aucun formalisme requis peut être tacite
 - Possible de ne pas divulguer l'existence du mandat au tiers
 - Si mandat pas divulgué au tiers, mandataire engage sa responsabilité personnelles 2157 C.C.Q

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Concepts juridiques: prête-nom vs trompe-l'œil

Prête-nom

- Aucune définition au CCQ et LI

2. Le contrat de prête-nom est un mandat par lequel le mandataire traite pour le compte du mandant, mais en laissant croire qu'il agit en son nom propre. Le prête-nom constitue une forme licite du contrat de mandat. *

* Agence du revenu du Québec, *Contrat de prête-nom*, *Bulletin d'interprétation et des pratiques administratives concernant les Lois et les Règlement*, 29 décembre 2011

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Divulgation de prête-nom dans CO-17 avant mai 2019

Ligne 26

- S'agit-il d'un commandité ou d'une société partie à un contrat de mandat ou de prête-nom ? Oui Non
- Inscrivez l'objet du contrat de prête-nom (s'il y a lieu):

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Concepts juridiques: prête-nom vs trompe-l'œil

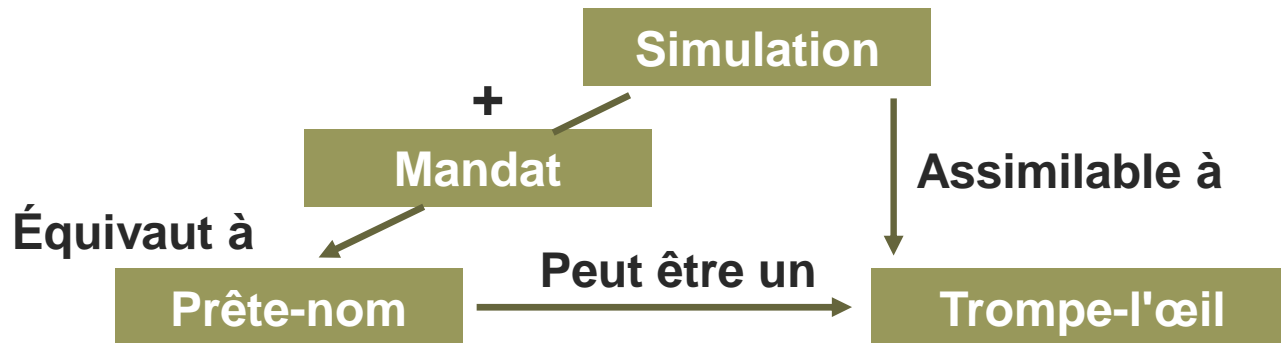
Trompe-l'œil

- Aucune définition au CCQ et LI

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Situation à divulguer: prête-nom vs trompe-l'œil

- Présentation RQ (juillet 2019) :



Présentation CTF 11 juillet 2019 « Journée d'études fiscales 2019 de la Fondation canadienne de fiscalité, Mathieu Lizotte (Revenu Québec), Mesures visant à protéger l'intégrité et l'équité du régime fiscal québécois- Divulgations des prête-noms »

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Exemple de simulation dans le cadre d'un mandat (prête-nom) qui pourrait constituer un trompe-l'œil

- Décision *Caplan c. L'Agence du Revenu du Québec*, 2019 QCCQ 3269
 - La Fiducie familiale verse des dividendes à 2 bénéficiaires, les enfants de M.Caplan
 - Les 2 enfants déclarent les dividendes dans leur déclaration, mais transfèrent l'argent à leur père
 - Le père déboursait des sommes importantes pour le coût de vie de ses enfants
 - Le père et les enfants tentaient de mettre en preuve que les transferts de dividendes étaient en contrepartie des sommes déboursées par le père
 - RQ prétend plutôt que les bénéficiaires accommodaient leur père et a imposé M. Caplan sur l'entière des dividendes
 - Selon RQ, il s'agit d'une simulation entre les enfants et le père

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Exemple de simulation dans le cadre d'un mandat (prête-nom) qui pourrait constituer un trompe-l'œil

- Décision *Caplan c. L'Agence du Revenu du Québec*, 2019 QCCQ 3269
 - La Cour du Québec conclue que :
 - [97] En l'instance, la preuve démontre hors de tout doute que Michael et Megan ont agis à titre de partie accommodante, soit en tant que mandataire ou de prête-nom de leur père.
 - [...]
 - [106] Or, par sa volonté de contrôler et d'utiliser, en tout ou en partie, à ses propres fins, l'argent attribué par la Fiducie aux enfants, et par son incapacité à rendre compte, il a fait en sorte de rendre impossible l'objectif de fractionnement tant recherché. En fait, il y a absence totale de comptabilité et il n'y a aucune preuve probante ni crédible de ce qui a été ou non payé au bénéfice de ses enfants, et ce, même si dans les faits il est probable que Caplan a payé plusieurs dépenses.
 - [107] Il ne fait aucun doute, de l'avis du Tribunal, que les enfants n'avaient pas la discrétion d'utiliser à leurs convenances les sommes attribuées par la Fiducie.

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Exemple de simulation dans le cadre d'un mandat (prête-nom) qui pourrait constituer un trompe-l'œil

- Décision *Laplante c. La Reine*, 2017 CCI 118 (CanLII)
 - Fiducie DL dispose d'action et attribue 370 487,50 \$ à 7 bénéficiaires
 - 7 bénéficiaires endossent chèque et remettent celui-ci à Laplante
 - Acte de donation conclue pour remise des chèques à Laplante
 - 7 bénéficiaires utilisent exemption gain en capital
 - ARC qualifie transaction de trompe-l'œil et attribue l'ensemble du gain en capital de 2 593 412,50 \$ à Laplante

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Exemple de simulation dans le cadre d'un mandat (prête-nom) qui pourrait constituer un trompe-l'œil

Décision *Laplante c. La Reine*, 2017 CCI 118 (CanLII)

- Selon CCI il y a simulation 1451 C.c.Q.:
 - Acte apparent = acte de donation
 - Acte secret = mandat verbal 2130 C.c.Q.
Mandat de M. Laplante en vertu duquel ils (les 7 bénéficiaires) devaient lui remettre la somme de 375 000 \$ qui devait leur être attribué par la Fiducie DL
 - Élément intentionnel : Intention de tromper les tiers:
pas nécessaire de démontrer que les cocontractants ont voulu tromper le ministre au moyen de la simulation
(...)
volonté des cocontractants de tromper les tiers est établie en démontrant l'existence d'un contrat secret qui n'aurait pas été dévoilé au tiers
(...)
les parties n'ont pas dévoilé l'existence des mandats au ministre et n'ont même jamais eu l'intention de le faire
- CCI n'analyse pas si présence d'un trompe-l'œil, mais semble que oui

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Situation à divulguer: prête-nom vs trompe-l'œil

- Présentation RQ (juillet 2019) :
 - Aucune définition pour **prête-nom** et **trompe-l'œil** ne sera adoptée
 - Prête-nom = forme licite du contrat de mandat
 - « Le contrat de prête-nom est un mandat (art. 2130 C.c.Q.) par lequel le mandataire traite pour le compte du mandant, mais en laissant croire qu'il agit en son nom propre. »

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Situation à divulguer: prête-nom vs trompe-l'œil

- Position de RQ (juillet 2019) :
 - Prête-nom = « mandat conduit sous l'égide de la simulation »
 - Prête-nom peut constituer un trompe-l'œil
 - Trompe-l'œil est, au moins en partie, assimilable à la notion civiliste d'acte simulé

Présentation CTF 11 juillet 2019 « Journée d'études fiscales 2019 de la Fondation canadienne de fiscalité, Mathieu Lizotte (Revenu Québec), Mesures visant à protéger l'intégrité et l'équité du régime fiscal québécois- Divulgations des prête-noms »

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Situation à divulguer : conséquences fiscales

- **Présentation de RQ (juillet 2019) conséquences fiscales**
 - Conséquences fiscales: doit s'interpréter de façon large
 - « *Tout droit, taxe ou cotisation sous responsabilité de RQ est susceptible d'emporter l'existence de conséquences en matière d'impôt sur le revenu* »

Présentation CTF 11 juillet 2019 « Journée d'études fiscales 2019 de la Fondation canadienne de fiscalité, Mathieu Lizotte (Revenu Québec), Mesures visant à protéger l'intégrité et l'équité du régime fiscal québécois- Divulgations des prête-noms »

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

- Couple acquiert résidence 2018
- M. détient 100 % résidence (50 % à titre de prête-nom pour Mme)
- Intention de vendre la propriété 2028
- Aucun impôt en jeu:
 - Aucun impôt à payer 2018 à 2027
 - Couple à droit à l'exemption pour résidence principale en 2028
- Obligation de divulguer ?



2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Informations à divulguer

1. Date du contrat et identité des parties
 2. Description des faits entourant le prête-nom
 3. Identité des contribuables, dont le prête-nom entraîne conséquences fiscales
 4. Renseignements contenus dans formulaire prescrit (non publié à ce jour)
- Informations divulguées par une partie = réputé fait par toutes les parties à l'entente

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Délais pour divulguer prête-nom

- Plus tardive des dates suivantes :
 1. le 90e jour qui suit la date de la conclusion du contrat
 2. le 90e jour qui suit la date de sanction du projet de loi à venir (contrat conclu avant 17 mai 2019)
conséquences fiscales se poursuivent après 17 mai 2019)

2. Lutte à l'évitement fiscal (prête-nom et trompe-l'œil)

Conséquences absences divulgation

1. **Pénalité 1000 \$ + 100 \$ par jour (maximum 5000 \$, soit 40 jours)**
 - Responsabilité solidaire (1 pénalité pour les parties au prête-nom)
2. **Suspension de la prescription**
 - Possible de mettre fin à la suspension avec production tardive

3. Vérification de conformité internationale

3. Vérification de conformité internationale

Retour sur présentation « Actualités fiscales 2018 »

2. LES VÉRIFICATIONS DE CONFORMITÉ INTERNATIONALE

2.1 Intensification des efforts de communication de l'ARC

L'évasion fiscale et l'évitement fiscal abusif ne connaissent pas de frontières



(31)

3. Vérification de conformité internationale

« Il a donc fait des investissements historiques de plus de 1 milliard de dollars pour lui donner les ressources dont elle a besoin pour faire son travail. Plus récemment, le budget 2019 a alloué 150,8 millions de dollars sur cinq ans pour embaucher plus de vérificateurs, bâtir une expertise technique dans les secteurs des risques émergents, mettre sur pied une équipe de vérification de la qualité des données et élargir les programmes qui combattent l'inobservation fiscale à l'étranger. »

- *L'honorable Diane Lebouthillier, ministre du Revenu national, 18 juin 2019*

3. Vérification de conformité internationale

Dossiers en cours comprenant un volet à l'étranger:

Budget 2018: 1 000 vérifications

Budget 2019: 1 100 vérifications

3. Vérification de conformité internationale

Travaux du Consortium International des Journalistes

- Panama Papers, 3 ans plus tard:
 - Les 22 états concernés auraient récupérés plus de 1.2 milliards en impôts impayés
 - Le fisc britannique tient le haut du pavé en la matière, avec 252 millions récupérés, suivi de l'Allemagne, avec 183 millions, et la France, avec 136 millions recouvrés
 - Au Canada, près de 900 Canadiens identifiés, seulement 15 millions auraient été récupérés

Source: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1162111/900-canadiens-panama-papers-agence-revenu-canada>

3. Vérification de conformité internationale

Travaux du Consortium International des Journalistes

Recommandation du Comité consultatif sur l'observation à l'étranger (CCOE) appuyée par la ministre du revenu, l'honorable Diane Lebouthillier:

« Le CCOE conseille d'abord à l'ARC de continuer à optimiser son utilisation des mégadonnées. Les enquêtes de l'ampleur des Panama Papers ou des Paradise Papers font ressortir la nécessité de traiter de grandes quantités de données. Le traitement de renseignements à cette échelle exige des techniques sophistiquées, mais également un personnel hautement qualifié. »

Alizée Calza, 11 juin 2019, <https://www.finance-investissement.com/nouvelles/actualites/larc-compte-lutter-plus-fort-contre-levasion-ou-levitement-fiscal/>

3. Vérification de conformité internationale

L'efficacité de l'ARC en matière de télévirements:

- plus de 50 millions
- télévirements analysés: 187 000
- motus operandi de l'ARC : l'ARC a ciblé et complété l'analyse des télévirements à destination ou en provenance de huit banques étrangères « préoccupantes »;
- l'objectif de l'ARC dans le cadre de l'exercice 2018-2019 est de compléter la même analyse auprès de quatre autres banques étrangères « préoccupantes »;
- au niveau du temps de réaction, par exemple, pour un virement en 2016, l'ARC a communiqué avec le contribuable en janvier 2019.

3. Vérification de conformité internationale

Exemple d'une communication de l'ARC à un contribuable

Dear

Subject: Income tax return for 2016

Case number:

We are writing to inform you that your personal income tax return has been selected for audit for the above-noted period. The Canada Revenue Agency (CRA) is in possession of information regarding amounts you have received or sent internationally.

In order to expedite and facilitate our audit, we will require a clear understanding of the international electronic funds transfers (EFT) that you have sent or received during the tax year noted above. We would like to receive a clear explanation of the nature of these EFTs and, if applicable, details of where in your tax returns these amounts were declared.

We also request that you complete the enclosed questionnaire and return it by February 28, 2019 with the following records:

3. Vérification de conformité internationale

L'efficacité de l'ARC en matière d'échange automatique d'information :

Communication de l'ARC en moins de 2 mois avec le contribuable

3. Vérification de conformité internationale

L'échange automatique d'information entre pays

Exemple d'une communication d'une banque à un contribuable

Aperçu des comptes à déclarer en 2019 (pour 2018)

Vous trouverez ci-dessous un aperçu des informations qui seront déclarées aux autorités fiscales belges pour les comptes détenus auprès d'ING Belgique entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018.

Les autorités fiscales belges transmettront ces informations à l'autorité fiscale du(des) pays suivant(s) : Canada, en fonction de la (des) résidence(s) fiscale(s) enregistrée(s) dans nos systèmes au 31 décembre 2018¹.

Avoirs

Veillez trouver ci-après, les avoirs sur le(s) compte(s) au 31 décembre 2018.

Numéro de compte	Nature du compte	Solde	Devise
	compte courant	+162807,13	EUR
	compte d'épargne	+6218,77	EUR

Revenus financiers

Veillez trouver ci-après, les revenus financiers rapportables perçus en 2018, agrégés par devise :

Numéro de compte	Nature du compte	Revenu	Devise	Type de revenu
	compte d'épargne	+6,84	EUR	intérêt

Produits du rachat, du remboursement, de la vente, de l'échange ou, de manière générale de toute cession de titres

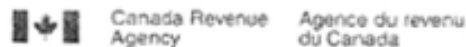
Non applicable.



3. Vérification de conformité internationale

L'échange automatique d'information entre pays

Exemple d'une communication de l'ARC à un contribuable



February 27th, 2019

Dear

Subject: Audit of income tax returns from 2011-01-01 to 2017-12-31

SIN xxx xxx

Account Number: -

This is to confirm our appointment on March 6th, at 9:30 AM, at Canada Revenue Agency, as agreed during our telephone conversation on February 27, 2019.

As explained, we will audit your income tax return for the period from 2011/01/01 to 2017/12/31. The audit will start with an interview and a tour of your premises so that we can become familiar with your business and your records.

To make sure that we can work as efficiently as possible, please have all your books and records available for the audit period mentioned above 2011 to 2017, including the following:

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

- **Rappel: le contribuable est tenu de collaborer à une vérification fiscale**
- **Devoirs de l'ARC et RQ**

Charte de l'ARC:

5. Vous avez le droit d'être traité de façon professionnelle, courtoise et équitable

Vous pouvez vous attendre à ce que nous vous traitions toujours de façon courtoise et avec considération, y compris lorsque nous vous demandons des renseignements ou que nous vous fixons un rendez-vous pour une entrevue ou des vérifications. L'intégrité, le professionnalisme, le respect et la collaboration sont nos valeurs fondamentales et démontrent notre engagement à vous offrir le meilleur service possible.

De plus, vous pouvez vous attendre à ce que nous vous écoutions et que nous tenions compte de votre situation, ce qui fait partie du processus d'une prise de décision impartiale selon la loi. Nous vous expliquerons notre décision et vous informerons de vos droits et obligations relatifs à cette décision.

Charte de RQ:

3.2 Vous êtes en droit de vous attendre à ce que nous agissions de façon juste et équitable dans le traitement de votre dossier.

Nous avons le devoir de traiter votre dossier avec discernement et écoute, et ce, de façon juste et impartiale.

Vous pouvez vous attendre à ce que notre prise de décision repose sur un processus rigoureux d'analyse de votre dossier, en fonction des faits propres à votre situation et dans le respect des lois que nous appliquons.

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

Minister of National Revenue c. Cameco Corporation

- Interrogatoire au préalable: demande de l'ARC de rencontrer 25 employés, incluant des employés de filiales étrangères, pour des entrevues verbales
- Cameco refuse de collaborer, mais aurait accepté des questions-réponses écrites

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

Minister of National Revenue c. Cameco Corporation (suite)

En appel, la CAF conclut que les entrevues orales ne sont pas obligatoires dans le cadre d'une vérification fiscale

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

Minister of National Revenue c. Cameco Corporation (suite)

Position de l'ARC (Déclaration du 31 mai 2019):

- Pas d'appel en Cour Suprême, malgré désaccord
- ARC considère toujours que les contribuables doivent collaborer et répondre aux questions
- ARC envisage qu'elle va devoir utiliser ses pouvoirs de faire ses hypothèses ou de cotiser selon des estimés le cas échéant

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

BP Canada Energy Company c. MRN, 2017 CAF 61

- Feuilles de travail des comptables évaluaient les risques fiscaux, selon les exigences réglementaires relevant des Commissions sur les valeurs mobilières
- La politique écrite de l'ARC de ne pas demander ses feuilles de travail doit être respectée
- La conformité aux lois sur les valeurs mobilières et la transparence sont nécessaires pour assurer la protection du public
- Un contribuable n'a pas à s'auto-vérifier ou à déclarer ses « soft spots »

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN c. Atlas Tube Canada ULC, 2018 CF 1086

- JMC (le parent américain d'Atlas) acquiert une autre société (LSI)
- Certains actifs de LSI se retrouvent dans Atlas après une réorganisation post-closing
- L'ARC veut avoir accès à la « vérification diligente fiscale » préparée pour LSI avant son acquisition, pour y trouver des éléments qui pourraient être pertinents pour une vérification d'Atlas
- Le rapport d'EY inclut une analyse des risques fiscaux de LSI dans l'éventualité d'une vérification par l'ARC

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN c. Atlas Tube Canada ULC (suite)

- La Cour fédérale conclut que la demande dans BP était de nature « prospective » et générale et que celle dans Atlas était faite « dans le contexte d'une vérification active de questions particulières »
- Pour cette raison, les renseignements que l'ARC veut obtenir « respectent le seuil de pertinence applicable » et la demande est acceptée
- En appel devant la CAF; l'Ordre des CPA Canada a eu la permission d'intervenir (appel pas encore entendu)

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MNR c. Compagnie d'assurance vie RBC, 2013 CAF 50

Décision

- Demande de renseignements sur les polices d'assurance vie « 10-8 »
- Initialement autorisé *ex parte*

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MNR c. Compagnie d'assurance vie RBC (suite)

- ARC n'avait pas divulgué tous les faits essentiels :
 - ARC n'avait pas communiqué une opinion interne qui reconnaissait que la planification était conforme à la Loi
 - Demande était une stratégie pour « envoyer un message à l'industrie » de façon à paralyser l'utilisation de ces polices et non pas dans le but de procéder à la vérification des participants
- Ordonnance annulée, ce qui a amené à l'amendement de la LIR, requêtes ne sont plus *ex parte*

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN v. KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l., 2016 CF 1322

- KPMG souhaitait annuler une ordonnance autorisant le MRN d'exiger de KPMG de divulguer des renseignements confidentiels liés à certains de ses clients non désignés, incluant leur identité et la documentation
- KPMG soutenait essentiellement que le juge devrait exercer son pouvoir discrétionnaire pour accorder la dispense, étant donné qu'un comptable « ne doit divulguer aucun renseignement confidentiel concernant les affaires d'un client, d'un ancien client, d'un employeur ou d'un ancien employeur » (article 208 du *Code of Professional Conduct* des Chartered Professional Accountants of Ontario)

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN v. KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. (suite)

- La Cour rejette l'argument de KPMG :

« En effet, l'annulation ou la modification de l'ordonnance du juge Noël fondée sur les préoccupations de KPMG en matière de confidentialité semble incompatible avec l'intention du législateur de promulguer l'article 231.2 de la Loi. »
- Requête rejetée

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

Rona Inc. c. MRN, 2017 CAF 118

- Rona se pourvoit contre une ordonnance autorisant l'ARC à signifier à Rona une demande péremptoire de renseignements visant ses clients commerciaux
- Rona soutient essentiellement que le juge de première instance a erré dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire
- Après avoir considéré le comportement des fonctionnaires, le juge de première instance a conclu que le comportement répréhensible des fonctionnaires n'était pas suffisant pour justifier le rejet de la demande péremptoire de renseignements (fonctionnaires avaient préalablement visité Rona prétendant être des entrepreneurs)

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

Rona Inc. c. MRN (suite)

- Dans le présent cas, Rona n'a pas convaincu la Cour d'appel fédérale que le juge de première instance a erré en exerçant son pouvoir discrétionnaire :

« Même si les critères prévus à la LIR sont rencontrés, le juge dispose d'un pouvoir discrétionnaire afin de remédier à certains abus, selon les circonstances. »
- Appel rejeté

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN v. PayPal Canada Co., 2017 CarswellNat 6671

- ARC voulait obtenir des informations et documents concernant les transactions effectuées par le biais de la plateforme en ligne PayPal
- Groupe de personnes vérifié était limité aux sociétés et individus qui détenaient un compte commercial PayPal
- ARC désirait obtenir toutes les informations relativement aux transactions annuelles, sur une période de quatre ans

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN v. PayPal Canada Co. (suite)

- Politique de confidentialité PayPal ou l'absence d'un montant minimum pour chacune des transactions n'est pas suffisant pour justifier le rejet de la demande péremptoire de renseignements
- Informations demandées étaient disponibles au système informatique de PayPal
- Requête accueillie

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN c. Les Développements Béarence Inc., 2019 CF 22

- S'intéresse à la question de savoir si un contribuable doit seulement soumettre des documents existants ou s'il peut aussi être forcé d'investir du temps et de l'argent pour préparer des documents supplémentaires

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN c. Les Développements Béarence Inc. (suite)

- La demande péremptoire pour les années 2012 à 2015 n'est initialement pas respectée
- La Cour émet une ordonnance
- Les documents sont soumis à l'ARC
- L'ARC affirme que les documents sont insuffisants et demande à la Cour de rendre une ordonnance d' « outrage au tribunal »

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN c. Les Développements Béarence Inc. (suite)

- L'Ordonnance initiale avait exigé que le contribuable fournisse, pour les années 2012 à 2015 :
 - Le grand livre pour cette période
 - Un fichier Excel contenant toutes les transactions quotidiennes
 - Un rapport des transactions par compte pour chacun des comptes mentionnés dans la balance de vérification pour les années d'imposition 2012 à 2015

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN c. Les Développements Béarence Inc. (suite)

- L'ARC affirme qu'elle n'a pas reçu tous les documents requis dans le format exigé et qu'ils ne contiennent pas toute l'information exigée
- La contribuable affirme qu'elle a fourni toute l'information qui lui était disponible et qu'elle ne pouvait se voir forcée de créer de nouveaux documents qui n'existaient pas au moment de la demande péremptoire
- La contribuable affirme que l'ARC a tout ce dont elle a besoin pour compléter sa vérification, incluant d'autres informations qui lui sont disponibles par l'entremise de RQ

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN c. Les Développements Béarence Inc. (suite)

[12] Le but du paragraphe 231.2(1) de la loi est de permettre à l'ARC de déterminer la dette fiscale, rien de plus, rien de moins. Ceci m'amène à poser une question fondamentale : est-ce que l'ARC a le droit de demander que Béarence dépense de l'argent pour fournir des renseignements dans un format demandé par l'ARC lorsque ces renseignements sont déjà fournis et disponibles dans un autre format? Ma réponse est « non », pour la seule raison que le format des renseignements n'a aucun impact sur la détermination de l'endettement.

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

MRN c. Les Développements Béarence Inc. (suite)

[13] (...) *À mon avis, ni l'ARC ni cette Cour ne peut imposer le format dans lequel les renseignements doivent être fournis à l'ARC, pourvu que tous les renseignements nécessaires pour déterminer l'endettement fiscal soient fournis.*

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

Obligation de préparer des documents pour répondre à une demande du Fisc

- Voir aussi:
 - *SMRQ c. 6217125 Canada Inc.*, 2007 QCCA 306
 - *MRN c. Amdocs Canadian Managed Services Inc.*, 2015 CF 1234
 - *Tower c. MRN*, [2004] 1 CF 183; 2003 CAF 307

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

Rappel: Revenu Québec utilise plusieurs sources d'informations aux fins de leurs vérifications (SAAQ, Registre foncier maison, Hydro-Québec, etc.), sans l'accord préalable du contribuable.

- Cas de Cour récent, sur la consultation des registres d'Hydro-Québec, position de Revenu Québec dans sa défense:

« Relativement aux revenus locatifs, le représentant de la défenderesse a déterminé que la demanderesse n'avait pas déclaré tous les montants de ses revenus suite à l'analyse des vacances déclarés par la demanderesse et les renseignements fournis par Hydro-Québec. »

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

Mise-à-jour sur le module d'enregistrement des ventes (MEV)

1. Après les restaurants (1^{er} novembre 2011), Revenu Québec l'a implanté dans les bars (1^{er} février 2016)
2. Revenu Québec a poursuivi cette lancée en visant :
 - les camions de rue (foodtruck): prévu à l'été 2019
 - les taxis: prévu en 2020 (projet pilote en janvier 2019)
 - Revenu Québec estime à 72 millions les pertes fiscales annuelles dans cette industrie
 - le Ministre des Finances estime que les chauffeurs de taxi ne déclarent pas 50% de leurs revenus
 - Autre secteur à venir?

4. Vérification fiscale et demande de renseignements

État de la situation: Revenu Québec vs. Protecteur du citoyen

- Quelques statistiques depuis le rapport dévastateur de 2014-2015, suivant lequel Revenu Québec a implanté son Plan d'action 2014-2015 (Rapport 2017-2018):
 1. Plaintes fondées
 - 2014-2015: 158
 - 2015-2016: 136
 - 2016-2017: 130
 - 2017-2018: 103
 2. Plaintes contre Revenu Québec en 2017-2018:
1 114 (26%)
 3. Plaintes contre tout autre organisme en 2017-2018: 4 288

5. Programme de divulgation volontaire

5. Programme de divulgation volontaire

Retour sur présentation « Actualités fiscales 2018 »

1. PROGRAMMES DES DIVULGATIONS VOLONTAIRES

1.2 Changements importants au niveau fédéral

Le Devoir

Fiscalité: Ottawa resserre le programme de divulgation volontaire

« Certaines personnes et sociétés bien nanties ont utilisé ce programme comme un moyen d'éviter les conséquences liées à leurs activités de planification fiscale abusive ».

Extrait d'un communiqué de presse publié par l'ARC publié le 16 décembre 2017

5. Programme de divulgation volontaire

Impacts des modifications de l'ARC sur la pratique

- **2012:** 13 dossiers
 - **2013:** 48 dossiers
 - **2014:** 73 dossiers
 - **2015:** 80 dossiers
 - **2016:** 52 dossiers
 - **2017:** 57 dossiers
 - **2018 (avant le 28 février):** 8 dossiers
 - **2018 (après le 28 février) :** 18 dossiers
 - **2019:** 22 dossiers (dont 14 liés à un même courtier)
- 

5. Programme de divulgation volontaire

Nouveau PDV de Revenu Québec

- Sensiblement le même programme que l'ARC en ce que:
 1. Programme général et limité basé sur les mêmes facteurs d'analyse
 2. ≠ de DV anonyme
 3. Doit être complète à l'ouverture
 4. Doit être payé à l'ouverture

5. Programme de divulgation volontaire

Nouveau PDV de Revenu Québec (suite)

- Les différences importantes:
 - Le calcul des intérêts:

	Programme général		Programme limité	
	ARC	RQ	ARC	RQ
Années non prescrites	100%	100%	100%	100%
Années 4 à 6	50%	50%	100%	50%
Années 7 à 10	50%	0%	100%	50%
Années 10 et +	100%*	0%	100%	0%

* Application du traitement Bozzer toujours possible?

5. Programme de divulgation volontaire

Nouveau PDV de Revenu Québec (suite)

- Les différences importantes (suite):
 - Les pénalités:

	Programme général		Programme limité	
	ARC	RQ	ARC	RQ
Pénalité faute lourde	Non	Non	Non	Non
Pénalité administrative –10 ans	Non	Non	Oui	Oui
Pénalité administrative +10 ans	Oui	Non	Oui	Non
T1135 (2 500 \$/année) – 10 ans	Non	N/A	Oui	N/A
T1135 (2 500 \$/année) + 10 ans	Oui	N/A	Oui	N/A

5. Programme de divulgation volontaire

Nouveau PDV de Revenu Québec (suite)

- Les différences importantes (suite):
 3. RQ conserve le concept de la disposition présumée imposable au prorata obligations/actions
 4. Pas d'intérêts ni de pénalité sur la disposition présumée
 5. RQ exigera le paiement des intérêts à l'ouverture

5. Programme de divulgation volontaire

Nouveau PDV de Revenu Québec (suite)

Cas pratique

Faits:

1. 200 000 \$ à l'ouverture en 2000
2. Aucun autre dépôt
3. Aucun retrait
4. JVM du portefeuille au 31 décembre 2018: 350 000 \$

5. Programme de divulgation volontaire

Estimé ARC programme général avec capital expliqué

DIVULGATION VOLONTAIRE - FÉDÉRAL
ESTIMÉ D'IMPÔTS - PROGRAMME GÉNÉRAL
DE 2000 À 2018, EN DOLLARS CANADIENS

	REVENUS D'INTÉRÊTS ET DIVIDENDES DE SOC. ÉTRANGÈRES \$CAD	REVENUS DIVIDENDE DÉTERMINÉ DE CIE CANADIENNE (NON MAJORÉS) \$CAD	FRAIS COURTAGE \$CAD	REVENUS (PERTES) NETS \$CAD	GAIN (PERTE) EN CAPITAL À 100% \$CAD	GAINS IMPOSABLES (APRÈS REPORTS DE PERTES) \$CAD	APPORTS IMPOSABLES \$CAD	REVENUS IMPOSABLES \$CAD	TAUX D'IMPÔT	IMPÔT \$CAD	SOUS-TOTAL (AVANT PÉNALITÉ) \$CAD	PÉNALITÉ 162(1) NOTE 1 \$CAD	PÉNALITÉ 162(7) NOTE 2 \$CAD	SOUS-TOTAL \$CAD	INTÉRÊT NOTE 3 et 5 \$CAD	IMPÔTS, PÉNALITÉS ET INTÉRÊTS À PAYER \$CAD
2000	7 602	ND	ND	7 602	ND	ND	0	7 602	25,70%	1 954	1 954	332	2 500	4 786	6 567	11 353
2001	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	7 640	14 113
2002	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	6 708	13 181
2003	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	5 784	12 257
2004	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	4 984	11 457
2005	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	4 201	10 674
2006	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	3 323	9 796
2007	5 795	2 013	(3 836)	3 972	11 777	0	0	3 972	24,20%	961	961	163	2 500	3 624	1 404	5 028
2008	5 302	3 394	(3 677)	5 019	(10 573)	0	0	5 019	24,20%	1 215	1 215	207	2 500	3 922	1 212	5 134
2009	5 629	3 140	(2 886)	5 883	(8 759)	0	0	5 883	24,20%	1 424	1 424			1 424	394	1 818
2010	3 397	3 245	(3 340)	3 302	15 777	4 111	0	7 413	24,20%	1 794	1 794			1 794	440	2 234
2011	4 387	3 247	(3 566)	4 068	3 169	0	0	4 068	24,20%	984	984			984	211	1 195
2012	1 783	3 661	(3 361)	2 083	15 982	3 931	0	6 014	24,20%	1 455	1 455			1 455	266	1 721
2013	5 425	3 278	(4 915)	3 788	14 782	0	0	3 788	24,22%	917	917			917	141	1 058
2014	5 685	2 836	(4 621)	3 900	(11 289)	0	0	3 900	24,22%	945	945			945	118	1 063
2015	7 268	2 826	(6 600)	3 494	10 014	4 282	0	7 776	24,22%	1 883	1 883			1 883	183	2 066
2016	6 529	4 393	(6 108)	4 814	(16 232)	0	0	4 814	27,56%	1 327	1 327			1 327	193	1 520
2017	3 979	3 977	(6 201)	1 755	29 438	14 719	0	16 474	27,56%	4 540	4 540			4 540	403	4 943
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	27,56%	0	0			0	0	0
TOTAL	146 985	36 010	(49 111)	133 884	54 086	27 043	0	160 927		39 775	39 775	4 164	22 500	66 439	44 172	110 611

NOTE 1 : Pénalité selon l'article 162(1).

NOTE 2 : Pénalité selon l'article 162(7).

NOTE 3 : Les intérêts sont calculés selon l'arrêt Bozzer.

NOTE 4 : Les pénalités selon l'article 162(10.0) et (10.1) ne sont pas inclus dans le calcul.

NOTE 5 : Le calcul des intérêts et pénalités couvrent la période jusqu'au 30 septembre 2019.

ND : Non disponible

5. Programme de divulgation volontaire

Estimé RQ programme général avec capital expliqué

DIVULGATION VOLONTAIRE - PROVINCIAL
ESTIMÉ D'IMPÔTS - PROGRAMME GÉNÉRAL
DE 2009 À 2018, EN DOLLARS CANADIENS

	REVENUS D'INTÉRÊTS ET DIVIDENDES DE SOC. ÉTRANGÈRES \$CAD	REVENUS DIVIDENDE DÉTERMINÉ DE CIE CANADIENNE (NON MAJORÉS) \$CAD	REVENU D'INTÉRÊT - DISPOSITION PRÉSUMÉE NOTE 1 \$CAD	FRAIS COURTAGE \$CAD	REVENUS (PERTES) NETS \$CAD	GAIN (PERTE) EN CAPITAL À 100% \$CAD	GAIN EN CAPITAL - DISPOSITION PRÉSUMÉE NOTE 1 \$CAD	GAINS IMPOSABLES (APRÈS REPORTS DE PERTES) \$CAD	APPORTS IMPOSABLES \$CAD	REVENUS IMPOSABLES \$CAD	TAUX D'IMPÔT \$CAD	IMPÔT \$CAD	INTÉRÊT NOTE 2 \$CAD	IMPÔTS ET INTÉRÊTS À PAYER \$CAD
2009	5 629	3 140	19 995	(2 886)	25 878	(8 759)	75 867	33 554	0	59 432	24,00%	14 264	S/O	14 264
2010	3 397	3 245		(3 340)	3 302	15 777		7 889	0	11 191	24,00%	2 686	S/O	2 686
2011	4 387	3 247		(3 566)	4 068	3 169		0	0	4 068	24,00%	976	S/O	976
2012	1 783	3 661		(3 361)	2 083	15 982		3 931	0	6 014	24,00%	1 443	S/O	1 443
2013	5 425	3 278		(4 915)	3 788	14 782		0	0	3 788	25,75%	975	178	1 153
2014	5 685	2 836		(4 621)	3 900	(11 289)		0	0	3 900	25,75%	1 004	148	1 152
2015	7 268	2 826		(6 600)	3 494	10 014		4 282	0	7 776	25,75%	2 002	227	2 229
2016	6 529	4 393		(6 108)	4 814	(16 232)		0	0	4 814	25,75%	1 240	208	1 448
2017	3 979	3 977		(6 201)	1 755	29 438		14 719	0	16 474	25,75%	4 242	423	4 665
2018	0	0		0	0	0		0	0	0	25,75%	0	0	0
TOTAL	44 082	30 603	19 995	(41 598)	53 082	52 882	75 867	64 375	0	117 457		28 832	1 184	30 016

NOTE 1 : Disposition présumée en fonction d'un capital imposable à la JVM de 95 862\$ composé à 79% en actions.

NOTE 2 : Le calcul des intérêts couvrent la période jusqu'au 30 septembre 2019 et exclut les revenus générés par la disposition présumée.

5. Programme de divulgation volontaire

Estimé ARC programme limité avec capital expliqué

DIVULGATION VOLONTAIRE - FÉDÉRAL
ESTIMÉ D'IMPÔTS - PROGRAMME LIMITÉ
DE 2000 À 2018, EN DOLLARS CANADIENS

	REVENUS D'INTÉRÊTS ET DIVIDENDES DE SOC. ÉTRANGÈRES \$CAD	REVENUS DIVIDENDE DÉTERMINÉ DE CIE CANADIENNE (NON MAJORÉS) \$CAD	FRAIS COURTAGE \$CAD	REVENUS (PERTES) NETS \$CAD	GAIN (PERTE) EN CAPITAL À 100% \$CAD	GAINS IMPOSABLES (APRÈS REPORTS DE PERTES) \$CAD	APPORTS IMPOSABLES \$CAD	REVENUS IMPOSABLES \$CAD	TAUX D'IMPÔT	IMPÔT \$CAD	SOUS-TOTAL (AVANT PÉNALITÉ) \$CAD	PÉNALITÉ 162(1) NOTE 1 \$CAD	PÉNALITÉ 162(7) NOTE 2 \$CAD	SOUS-TOTAL \$CAD	INTÉRÊT NOTE 3 et 5 \$CAD	IMPÔTS, PÉNALITÉS ET INTÉRÊTS À PAYER \$CAD
2000	7 602	ND	ND	7 602	ND	ND	0	7 602	25,70%	1 954	1 954	332	2 500	4 786	10 067	14 853
2001	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	11 992	18 465
2002	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	10 773	17 246
2003	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	9 563	16 036
2004	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	8 517	14 990
2005	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	7 492	13 965
2006	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	6 344	12 817
2007	5 795	2 013	(3 836)	3 972	11 777	0	0	3 972	24,20%	961	961	163	2 500	3 624	2 954	6 578
2008	5 302	3 394	(3 677)	5 019	(10 573)	0	0	5 019	24,20%	1 215	1 215	207	2 500	3 922	2 732	6 654
2009	5 629	3 140	(2 886)	5 883	(8 759)	0	0	5 883	24,20%	1 424	1 424	242	2 500	4 166	2 558	6 724
2010	3 397	3 245	(3 340)	3 302	15 777	4 111	0	7 413	24,20%	1 794	1 794	305	2 500	4 599	2 461	7 060
2011	4 387	3 247	(3 566)	4 068	3 169	0	0	4 068	24,20%	984	984	167	2 500	3 651	1 680	5 331
2012	1 783	3 661	(3 361)	2 083	15 982	3 931	0	6 014	24,20%	1 455	1 455	247	2 500	4 202	1 620	5 822
2013	5 425	3 278	(4 915)	3 788	14 782	0	0	3 788	24,22%	917	917	156	2 500	3 573	1 136	4 709
2014	5 685	2 836	(4 621)	3 900	(11 289)	0	0	3 900	24,22%	945	945	161	2 500	3 606	915	4 521
2015	7 268	2 826	(6 600)	3 494	10 014	4 282	0	7 776	24,22%	1 883	1 883	320	2 500	4 703	905	5 608
2016	6 529	4 393	(6 108)	4 814	(16 232)	0	0	4 814	27,56%	1 327	1 327	226	2 500	4 053	590	4 643
2017	3 979	3 977	(6 201)	1 755	29 438	14 719	0	16 474	27,56%	4 540	4 540	772	2 500	7 812	694	8 506
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	27,56%	0	0	0	2 500	2 500	64	2 564
TOTAL	146 985	36 010	(49 111)	133 884	54 086	27 043	0	160 927		39 775	39 775	6 760	47 500	94 035	83 057	177 092

NOTE 1 : Pénalité selon l'article 162(1).

NOTE 2 : Pénalité selon l'article 162(7).

NOTE 3 : Les intérêts sont calculés aux taux prescrits.

NOTE 4 : Les pénalités selon l'article 162(10.0) et (10.1) ne sont pas inclus dans le calcul.

NOTE 5 : Le calcul des intérêts et pénalités couvrent la période jusqu'au 30 septembre 2019.

ND : Non disponible

5. Programme de divulgation volontaire

Estimé RQ programme limité avec capital expliqué

DIVULGATION VOLONTAIRE - PROVINCIAL
ESTIMÉ D'IMPÔTS - PROGRAMME LIMITÉ
DE 2009 À 2018, EN DOLLARS CANADIENS

	REVENUS D'INTÉRÊTS ET DIVIDENDES DE SOC. ÉTRANGÈRES	REVENUS DIVIDENDE DÉTERMINÉ DE CIE CANADIENNE (NON MAJORÉS)	REVENU D'INTÉRÊT - DISPOSITION PRÉSUMÉE NOTE 1	FRAIS COURTAGE	REVENUS (PERTES) NETS	GAIN (PERTE) EN CAPITAL À 100%	GAIN EN CAPITAL - DISPOSITION PRÉSUMÉE NOTE 1	GAINS IMPOSABLES (APRÈS REPORTS DE PERTES)	DÉPÔTS TOTAUX	REVENUS IMPOSABLES	TAUX D'IMPÔT	IMPÔT	PÉNALITÉ NOTE 2	SOUS-TOTAL	INTÉRÊT NOTE 3	IMPÔTS ET INTÉRÊTS À PAYER
	\$CAD	\$CAD	\$CAD	\$CAD	\$CAD	\$CAD	\$CAD	\$CAD	\$CAD	\$CAD		\$CAD	\$CAD	\$CAD	\$CAD	\$CAD
2009	5 629	3 140	19 995	(2 886)	25 878	(8 759)	75 867	33 554	0	59 432	24,00%	14 264	877	15 141	757	15 898
2010	3 397	3 245		(3 340)	3 302	15 777		7 889	0	11 191	24,00%	2 686	1 453	4 139	1 217	5 356
2011	4 387	3 247		(3 566)	4 068	3 169		0	0	4 068	24,00%	976	922	1 898	485	2 383
2012	1 783	3 661		(3 361)	2 083	15 982		3 931	0	6 014	24,00%	1 443	1 344	2 787	609	3 396
2013	5 425	3 278		(4 915)	3 788	14 782		0	0	3 788	25,75%	975	1 609	2 584	472	3 056
2014	5 685	2 836		(4 621)	3 900	(11 289)		0	0	3 900	25,75%	1 004	852	1 856	274	2 130
2015	7 268	2 826		(6 600)	3 494	10 014		4 282	0	7 776	25,75%	2 002	1 510	3 512	399	3 911
2016	6 529	4 393		(6 108)	4 814	(16 232)		0	0	4 814	25,75%	1 240	1 092	2 332	391	2 723
2017	3 979	3 977		(6 201)	1 755	29 438		14 719	0	16 474	25,75%	4 242	2 268	6 510	650	7 160
2018	0	0		0	0	0		0	0	0	25,75%	0	0	0	0	0
TOTAL	44 082	30 603	19 995	(41 598)	53 082	52 882	75 867	64 375	0	117 457		28 832	11 927	40 759	5 254	46 013

NOTE 1 : Disposition présumée en fonction d'un capital imposable à la JVM de 95 862\$ composé à 79% en actions.

NOTE 2 : Pénalité selon l'article 59.2.2 L.A.F.

NOTE 3 : Le calcul des intérêts couvrent la période jusqu'au 30 septembre 2019 et exclut les revenus générés par la disposition présumée.

5. Programme de divulgation volontaire

Avec capital expliqué		
	Général	Limité
ARC	110 611 \$	177 092 \$
RQ	30 016 \$	46 013 \$
Total:	140 627 \$	223 105 \$

5. Programme de divulgation volontaire

Estimé ARC programme général sans capital expliqué

DIVULGATION VOLONTAIRE - FÉDÉRAL
ESTIMÉ D'IMPÔTS - PROGRAMME GÉNÉRAL
DE 2000 À 2018, EN DOLLARS CANADIENS

	REVENUS D'INTÉRÊTS ET DIVIDENDES DE SOC. ÉTRANGÈRES \$CAD	REVENUS DIVIDENDE DÉTERMINÉ DE CIE CANADIENNE (NON MAJORÉS) \$CAD	FRAIS COURTAGE \$CAD	REVENUS (PERTES) NETS \$CAD	GAIN (PERTE) EN CAPITAL À 100% \$CAD	GAINS IMPOSABLES (APRÈS REPORTS DE PERTES) \$CAD	APPORTS IMPOSABLES \$CAD	REVENUS IMPOSABLES \$CAD	TAUX D'IMPÔT	IMPÔT \$CAD	SOUS-TOTAL (AVANT PÉNALITÉ) \$CAD	PÉNALITÉ 162(1) NOTE 1 \$CAD	PÉNALITÉ 162(7) NOTE 2 \$CAD	SOUS-TOTAL \$CAD	INTÉRÊT NOTE 3 et 5 \$CAD	IMPÔTS, PÉNALITÉS ET INTÉRÊTS À PAYER \$CAD
2000	7 602	ND	ND	7 602	ND	ND	200 000	207 602	25,70%	53 354	53 354	9 070	2 500	64 924	89 078	154 002
2001	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	7 640	14 113
2002	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	6 708	13 181
2003	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	5 784	12 257
2004	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	4 984	11 457
2005	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	4 201	10 674
2006	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	3 323	9 796
2007	5 795	2 013	(3 836)	3 972	11 777	0	0	3 972	24,20%	961	961	163	2 500	3 624	1 404	5 028
2008	5 302	3 394	(3 677)	5 019	(10 573)	0	0	5 019	24,20%	1 215	1 215	207	2 500	3 922	1 212	5 134
2009	5 629	3 140	(2 886)	5 883	(8 759)	0	0	5 883	24,20%	1 424	1 424			1 424	394	1 818
2010	3 397	3 245	(3 340)	3 302	15 777	4 111	0	7 413	24,20%	1 794	1 794			1 794	440	2 234
2011	4 387	3 247	(3 566)	4 068	3 169	0	0	4 068	24,20%	984	984			984	211	1 195
2012	1 783	3 661	(3 361)	2 083	15 982	3 931	0	6 014	24,20%	1 455	1 455			1 455	266	1 721
2013	5 425	3 278	(4 915)	3 788	14 782	0	0	3 788	24,22%	917	917			917	141	1 058
2014	5 685	2 836	(4 621)	3 900	(11 289)	0	0	3 900	24,22%	945	945			945	118	1 063
2015	7 268	2 826	(6 600)	3 494	10 014	4 282	0	7 776	24,22%	1 883	1 883			1 883	183	2 066
2016	6 529	4 393	(6 108)	4 814	(16 232)	0	0	4 814	27,56%	1 327	1 327			1 327	193	1 520
2017	3 979	3 977	(6 201)	1 755	29 438	14 719	0	16 474	27,56%	4 540	4 540			4 540	403	4 943
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	27,56%	0	0			0	0	0
TOTAL	146 985	36 010	(49 111)	133 884	54 086	27 043	200 000	360 927		91 175	91 175	12 902	22 500	126 577	126 683	253 260

NOTE 1 : Pénalité selon l'article 162(1).

NOTE 3 : Les intérêts sont calculés selon l'arrêté Bozzer.

NOTE 5 : Le calcul des intérêts et pénalités couvrent la période jusqu'au 30 septembre 2019.

NOTE 2 : Pénalité selon l'article 162(7).

NOTE 4 : Les pénalités selon l'article 162(10.0) et (10.1) ne sont pas inclus dans le calcul.

ND : Non disponible

5. Programme de divulgation volontaire

Estimé RQ programme général sans capital expliqué

DIVULGATION VOLONTAIRE - PROVINCIAL
ESTIMÉ D'IMPÔTS - PROGRAMME GÉNÉRAL
DE 2009 À 2018, EN DOLLARS CANADIENS

	REVENUS D'INTÉRÊTS ET DIVIDENDES DE SOC. ÉTRANGÈRES \$CAD	REVENUS DIVIDENDE DÉTERMINÉ DE CIE CANADIENNE (NON MAJORÉS) \$CAD	REVENU D'INTÉRÊT - DISPOSITION PRÉSUMÉE NOTE 1 \$CAD	FRAIS COURTAGE \$CAD	REVENUS (PERTES) NETS \$CAD	GAIN (PERTE) EN CAPITAL À 100% \$CAD	GAIN EN CAPITAL - DISPOSITION PRÉSUMÉE NOTE 1 \$CAD	GAINS IMPOSABLES (APRÈS REPORTS DE PERTES) \$CAD	APPORTS IMPOSABLES \$CAD	REVENUS IMPOSABLES \$CAD	TAUX D'IMPÔT	IMPÔT \$CAD	INTÉRÊT NOTE 2 \$CAD	IMPÔTS ET INTÉRÊTS À PAYER \$CAD
2009	5 629	3 140	61 710	(2 886)	67 593	(8 759)	234 152	112 697	0	180 290	24,00%	43 270	S/O	43 270
2010	3 397	3 245		(3 340)	3 302	15 777		7 889	0	11 191	24,00%	2 686	S/O	2 686
2011	4 387	3 247		(3 566)	4 068	3 169		0	0	4 068	24,00%	976	S/O	976
2012	1 783	3 661		(3 361)	2 083	15 982		3 931	0	6 014	24,00%	1 443	S/O	1 443
2013	5 425	3 278		(4 915)	3 788	14 782		0	0	3 788	25,75%	975	178	1 153
2014	5 685	2 836		(4 621)	3 900	(11 289)		0	0	3 900	25,75%	1 004	148	1 152
2015	7 268	2 826		(6 600)	3 494	10 014		4 282	0	7 776	25,75%	2 002	227	2 229
2016	6 529	4 393		(6 108)	4 814	(16 232)		0	0	4 814	25,75%	1 240	208	1 448
2017	3 979	3 977		(6 201)	1 755	29 438		14 719	0	16 474	25,75%	4 242	423	4 665
2018	0	0		0	0	0		0	0	0	25,75%	0	0	0
TOTAL	44 082	30 603	61 710	(41 598)	94 797	52 882	234 152	143 518	0	238 315		57 838	1 184	59 022

NOTE 1 : Disposition présumée en fonction d'un capital imposable à la JVM de 295 862\$ composé à 79% en actions.

NOTE 2 : Le calcul des intérêts couvrent la période jusqu'au 30 septembre 2019 et exclut les revenus générés par la disposition présumée.

5. Programme de divulgation volontaire

Estimé ARC programme limité sans capital expliqué

DIVULGATION VOLONTAIRE - FÉDÉRAL
ESTIMÉ D'IMPÔTS - PROGRAMME LIMITÉ
DE 2000 À 2018, EN DOLLARS CANADIENS

	REVENUS D'INTÉRÊTS ET DIVIDENDES DE SOC. ÉTRANGÈRES \$CAD	REVENUS DIVIDENDE DÉTERMINÉ DE CIE CANADIENNE (NON MAJORÉS) \$CAD	FRAIS COURTAGE \$CAD	REVENUS (PERTES) NETS \$CAD	GAIN (PERTE) EN CAPITAL À 100% \$CAD	GAINS IMPOSABLES (APRÈS REPORTS DE PERTES) \$CAD	APPORTS IMPOSABLES \$CAD	REVENUS IMPOSABLES \$CAD	TAUX D'IMPÔT	IMPÔT \$CAD	SOUS-TOTAL (AVANT PÉNALITÉ) \$CAD	PÉNALITÉ 162(1) NOTE 1 \$CAD	PÉNALITÉ 162(7) NOTE 2 \$CAD	SOUS-TOTAL \$CAD	INTÉRÊT NOTE 3 et 5 \$CAD	IMPÔTS, PÉNALITÉS ET INTÉRÊTS À PAYER \$CAD
2000	7 602	ND	ND	7 602	ND	ND	200 000	207 602	25,70%	53 354	53 354	9 070	2 500	64 924	136 562	201 486
2001	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	11 992	18 465
2002	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	10 773	17 246
2003	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	9 563	16 036
2004	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	8 517	14 990
2005	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	7 492	13 965
2006	14 034	ND	ND	14 034	ND	ND	0	14 034	24,20%	3 396	3 396	577	2 500	6 473	6 344	12 817
2007	5 795	2 013	(3 836)	3 972	11 777	0	0	3 972	24,20%	961	961	163	2 500	3 624	2 954	6 578
2008	5 302	3 394	(3 677)	5 019	(10 573)	0	0	5 019	24,20%	1 215	1 215	207	2 500	3 922	2 732	6 654
2009	5 629	3 140	(2 886)	5 883	(8 759)	0	0	5 883	24,20%	1 424	1 424	242	2 500	4 166	2 558	6 724
2010	3 397	3 245	(3 340)	3 302	15 777	4 111	0	7 413	24,20%	1 794	1 794	305	2 500	4 599	2 461	7 060
2011	4 387	3 247	(3 566)	4 068	3 169	0	0	4 068	24,20%	984	984	167	2 500	3 651	1 680	5 331
2012	1 783	3 661	(3 361)	2 083	15 982	3 931	0	6 014	24,20%	1 455	1 455	247	2 500	4 202	1 620	5 822
2013	5 425	3 278	(4 915)	3 788	14 782	0	0	3 788	24,22%	917	917	156	2 500	3 573	1 136	4 709
2014	5 685	2 836	(4 621)	3 900	(11 289)	0	0	3 900	24,22%	945	945	161	2 500	3 606	915	4 521
2015	7 268	2 826	(6 600)	3 494	10 014	4 282	0	7 776	24,22%	1 883	1 883	320	2 500	4 703	905	5 608
2016	6 529	4 393	(6 108)	4 814	(16 232)	0	0	4 814	27,56%	1 327	1 327	226	2 500	4 053	590	4 643
2017	3 979	3 977	(6 201)	1 755	29 438	14 719	0	16 474	27,56%	4 540	4 540	772	2 500	7 812	694	8 506
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	27,56%	0	0	0	2 500	2 500	64	2 564
TOTAL	146 985	36 010	(49 111)	133 884	54 086	27 043	200 000	360 927		91 175	91 175	15 498	47 500	154 173	209 552	363 725

NOTE 1 : Pénalité selon l'article 162(1).

NOTE 2 : Pénalité selon l'article 162(7).

NOTE 3 : Les intérêts sont calculés aux taux prescrits.

NOTE 4 : Les pénalités selon l'article 162(10.0) et (10.1) ne sont pas inclus dans le calcul.

NOTE 5 : Le calcul des intérêts et pénalités couvrent la période jusqu'au 30 septembre 2019.

ND : Non disponible

5. Programme de divulgation volontaire

Estimé RQ programme limité sans capital expliqué

DIVULGATION VOLONTAIRE - PROVINCIAL
ESTIMÉ D'IMPÔTS - PROGRAMME LIMITÉ
DE 2009 À 2018, EN DOLLARS CANADIENS

	REVENUS D'INTÉRÊTS ET DIVIDENDES DE SOC. ÉTRANGÈRES \$CAD	REVENUS DIVIDENDE DÉTERMINÉ DE CIE CANADIENNE (NON MAJORÉS) \$CAD	REVENU D'INTÉRÊT - DISPOSITION PRÉSUMÉE NOTE 1 \$CAD	FRAIS COURTAGE \$CAD	REVENUS (PERTES) NETS \$CAD	GAIN (PERTE) EN CAPITAL À 100% \$CAD	GAIN EN CAPITAL - DISPOSITION PRÉSUMÉE NOTE 1 \$CAD	GAINS IMPOSABLES (APRÈS REPORTS DE PERTES) \$CAD	DÉPÔTS TOTAUX \$CAD	REVENUS IMPOSABLES \$CAD	TAUX D'IMPÔT	IMPÔT \$CAD	PÉNALITÉ NOTE 2 \$CAD	SOUS-TOTAL \$CAD	INTÉRÊT NOTE 3 \$CAD	IMPÔTS ET INTÉRÊTS À PAYER \$CAD
2009	5 629	3 140	19 995	(2 886)	25 878	(8 759)	75 867	112 697	0	138 575	24,00%	33 258	877	34 135	757	34 892
2010	3 397	3 245		(3 340)	3 302	15 777		7 889	0	11 191	24,00%	2 686	1 453	4 139	1 217	5 356
2011	4 387	3 247		(3 566)	4 068	3 169		0	0	4 068	24,00%	976	922	1 898	485	2 383
2012	1 783	3 661		(3 361)	2 083	15 982		3 931	0	6 014	24,00%	1 443	1 344	2 787	609	3 396
2013	5 425	3 278		(4 915)	3 788	14 782		0	0	3 788	25,75%	975	1 609	2 584	472	3 056
2014	5 685	2 836		(4 621)	3 900	(11 289)		0	0	3 900	25,75%	1 004	852	1 856	274	2 130
2015	7 268	2 826		(6 600)	3 494	10 014		4 282	0	7 776	25,75%	2 002	1 510	3 512	399	3 911
2016	6 529	4 393		(6 108)	4 814	(16 232)		0	0	4 814	25,75%	1 240	1 092	2 332	391	2 723
2017	3 979	3 977		(6 201)	1 755	29 438		14 719	0	16 474	25,75%	4 242	2 268	6 510	650	7 160
2018	0	0		0	0	0		0	0	0	25,75%	0	0	0	0	0
TOTAL	44 082	30 603	19 995	(41 598)	53 082	52 882	75 867	143 518	0	196 600		47 826	11 927	59 753	5 254	65 007

NOTE 1 : Disposition présumée en fonction d'un capital imposable à la JVM de 295 862\$ composé à 79% en actions.

NOTE 2 : Pénalité selon l'article 59.2.2 L.A.F.

NOTE 3 : Le calcul des intérêts couvrent la période jusqu'au 30 septembre 2019 et exclut les revenus générés par la disposition présumée.

5. Programme de divulgation volontaire

Avec capital imposable		
	Général	Limité
ARC	253 260 \$	363 725 \$
RQ	59 022 \$	65 007 \$
Total:	312 282 \$	428 732 \$

5. Programme de divulgation volontaire

Que se passe-t-il à l'ARC depuis le 1^{er} mars 2018?

1. Longs délais de traitement
2. Difficulté à classifier le programme: général ou limité?

5. Programme de divulgation volontaire

Longs délais de traitement: cas vécu

1. Novembre 2017: Client ouvre sa DV
2. Décembre 2017: Client reçoit une lettre d'acceptation préliminaire (toujours anonyme)
3. Février 2018: Client divulgue son identité à l'ARC
4. Mai 2018: Client produit ses T1-ADJ et T1135
5. Sans nouvelle pendant plus d'un an...

5. Programme de divulgation volontaire

Longs délais de traitement: cas vécu

6. Juillet 2019: ARC refuse la DV et transfère le dossier en vérification
 7. Problématique:
 - Client croyait que sa DV était acceptée
 - L'ARC utilise le dossier du Client en DV pour effectuer sa vérification:
- « Nous avons débuté notre vérification avant votre divulgation et nous analyserons les informations divulguées au cours de notre vérification »

5. Programme de divulgation volontaire

Longs délais de traitement: programmes Général vs. Limité:

1. L'ARC nous a récemment indiqué avoir reçu des instructions pour qualifier les dossiers (ils seraient à traiter les dossiers produits en juillet 2018)
2. Une question semble importante: pour quelle raison avez-vous omis de déclarer les revenus qui sont aujourd'hui divulgués?
3. Certaines décisions reçues sans avoir été consulté
4. Question: devez-vous faire des représentations sur le programme général lors de l'ouverture du dossier?

5. Programme de divulgation volontaire

Débat programme général VS. limité

M. Rachid Fizazi, direction des planifications fiscales agressives de l'ARC,
3 octobre 2018 :

« Pour qu'une demande soit prise en considération dans le cadre du programme général, il ne doit y avoir aucun indice que le défaut de produire ou de produire correctement une déclaration était attribuable à un élément de conduite intentionnelle. Lorsqu'il existe un élément de conduite intentionnelle de la part du contribuable ou d'une partie étroitement liée, la demande relève du programme limité. »

5. Programme de divulgation volontaire

Déductibilité des honoraires professionnels

Perception: seuls les honoraires du comptable sont déductibles.

Selon nous: honoraires du comptable et de l'avocat sont déductibles, jusqu'à une certaine limite.

Cas récent: Direction des oppositions de Revenu Québec a accepté 90% de la réclamation.

5. Programme de divulgation volontaire

Déductibilité des honoraires professionnels

Extrait du mémoire sur opposition:

Par conséquent, spécifiquement au sujet des honoraires professionnels engagés par un contribuable dans le cadre d'une divulgation volontaire, Revenu Québec a précisé sa position dans la lettre d'interprétation du 5 août 2014 14-020617-001: « Honoraires professionnels engagés dans le cadre d'une divulgation volontaire ».

Il est clair de la position de Revenu Québec quant à la déductibilité des frais professionnels encourus dans le cadre d'une divulgation volontaire qu'ils ne peuvent tous recevoir un traitement fiscal identique. En effet, les frais qui ne font pas partie d'une activité du processus de gain d'une entreprise ou d'un bien ne sont pas déductibles. Par conséquent, tous les frais qui sont engagés pour établir l'admissibilité d'un contribuable au programme de divulgation volontaire ou pour compléter les formulaires nécessaires à l'ouverture du dossier ne sont pas des frais déductibles, puisqu'aucune disposition ne permet leur déduction et qu'ils doivent être considérés comme des frais personnels. Cependant, les honoraires engagés pour conseiller et aider à la préparation d'une déclaration de revenus qui inclut du revenu d'entreprise ou de bien, peu importe le véhicule utilisé, (comme dans le cadre d'une divulgation volontaire), demeurent des honoraires déductibles en vertu de 80 LI.

5. Programme de divulgation volontaire

Déductibilité des honoraires professionnels

Extrait du mémoire sur opposition (suite):

Premièrement, il est clair de la position de Revenu Québec, que même si un faible pourcentage des honoraires est attribuable à l'étude de l'admissibilité et la préparation des formulaires d'ouverture de dossier, il s'agit de dépenses non déductibles.

Par conséquent, suite à l'analyse des heures, nous sommes d'avis que les [REDACTED] heures consacrées à l'entrevue initiale, à la rédaction des lettres d'ouverture et la préparation des procurations ne sont pas des heures qui sont attribuables aux conseils à la production de déclarations de revenus et à la production de déclarations de revenus (voir Relevé des heures inadmissibles OPP-2).

Nous sommes également d'avis que les [REDACTED] heures consacrées aux discussions avec l'agent de l'ARC ne peuvent se qualifier d'honoraires liés au conseil et à la préparation de déclarations de revenus puisqu'à ce moment les déclarations de revenus ont déjà été produites (voir Relevé des heures inadmissibles OPP-2).

5. Programme de divulgation volontaire

Déductibilité des honoraires professionnels

Extrait du mémoire sur opposition (suite):

Toutefois, nous considérons que les heures consacrées à l'obtention des relevés bancaires, à l'analyse de ceux-ci pour établir les revenus et les dépenses, les discussions avec le client ainsi que les communications avec le comptable constituent des honoraires déductibles. Il en est de même des discussions avec les agents de Revenu Québec avant la production de la déclaration de revenus puisqu'elles servent à établir les revenus et les dépenses. Finalement, nous sommes d'avis que les honoraires liés à la production des déclarations de revenus 2016 et 2017 qui n'étaient pas visées par la divulgation volontaire constituent également des honoraires admissibles.

Merci